

Compte-rendu du débat national sur l'École

Question 12

Le débat commence par la définition de lisibilité : il faut être dans le contexte de l'école pour la trouver lisible. Une réponse est faite en disant que les parents devraient plus s'intégrer et être plus demandeurs : lors des réunions de présentation de l'école, de la manière de travailler, des programmes, on constate que les parents sont très peu présents. Ne faudrait-il pas, dans ce cas, étaler la rencontre sur une semaine plutôt que de fixer une date précise ?

Peut-être que les parents ont une appréhension pour venir voir les enseignants et que ces derniers devraient être plus chaleureux. Certains parents attendent qu'il y ait un problème pour aller voir les enseignants.

Le problème se pose de la mission de l'école : à priori les parents sont intéressés par leurs enfants, mais c'est la position de l'école qui n'est pas claire. Est-ce un lieu pour confier l'enfant et cela reste le problème des enseignants ou est-ce un lieu ouvert où l'on peut intervenir et qui a des liens avec les structures extérieures qui accueillent l'enfant ?

Il ne faut pas oublier le contexte dans lequel se trouve l'école avant de dire que les parents n'en n'ont rien à faire. Certains disent que la langue n'est pas une barrière à la rencontre entre l'école et les parents. La priorité des parents n'est peut-être pas l'école, mais d'autres choses qu'ils pensent importantes pour leur enfant : le plus important étant que l'enfant réussissent dans la vie et pas forcément à l'école. Les enfants doivent sentir que les parents sont derrière eux et qu'ils suivent le parcours de leurs enfants. Une question est posée pour faire la différence entre éducation et instruction.

Se pose aussi la question de savoir quelle est la part de l'école dans la réussite des enfants : dans la vie il n'y a pas que l'école, il y a aussi les loisirs. Le but étant toujours que l'enfant ait une vie épanouie.

Un parent intervient pour dire que les devoirs sont importants. Sans eux il y a comme un mur, un manque de communication avec les enseignants.

Une question vient alors : les devoirs sont-ils la seule chose à faire à la maison, n'y a-t-il pas d'autres choses importantes ?

Les devoirs ne sont pas le lien obligatoire entre les parents et l'école.

Faut-il une exigence commune autour du travail scolaire entre parents et enseignants ?

Fait-on une *éducation* au travail ?

Les partenaires extérieurs permettent une ouverture extérieure que l'école pour l'enfant.

L'école est un lieu parmi d'autres de l'éducation.

L'école est-elle un endroit clos ou doit-elle être plus ouverte ?

Une chose reste très importante pour les structures extérieures : la qualité de ces structures (accueil, encadrement, activités proposées ...)

Certaines matières paraissent plus importantes que d'autres et ceci dès la formation. C'est pourquoi, il faudrait pallier à ce manque de connaissances. Par conséquent, certains disent que les partenaires extérieurs serviraient à faire ces activités qui ne sont pas considérées comme étant importantes à l'école. De plus, un enseignant reste une personne polyvalente et ne fera pas un travail aussi pointu qu'un spécialiste que l'enfant verra à l'extérieur de l'école.

Est-ce à l'école de tout assumer ?

L'école reste, cependant, le seul lieu où l'enfant fera des mathématiques et du français. Se pose alors le problème des contenus et de ce que retient l'enfant.

Une proposition est faite pour donner l'habitude aux enfants d'aller dans des lieux culturels (musée, bibliothèque ...) plutôt que de regarder la télévision par exemple. Cette solution n'est pas forcément compatible avec toutes les activités professionnelles.

L'éducation revient aux parents, mais peut-être faut-il les aider quand certains démissionnent faute de savoir quoi faire. On constate que c'est souvent la solitude des parents face à un problème qui peut-être gênante. Avant, il y avait les grand-parents et la famille pour conseiller alors qu'aujourd'hui certains

parents sont seuls.. Une question se pose alors : qui peut se permettre de donner des leçons, qui sait faire une telle chose ?

Tout le monde est d'accord pour dire que la répartition des tâches n'est pas si nette que cela et qu'éducation et instruction ne sont pas dissociables : tout le monde fait de l'éducation et de l'instruction mais tous les acteurs doivent s'entendre et travailler en partenariat. Néanmoins, chacun doit quand même connaître ses limites d'action dans chacun des deux domaines.

Peut-être faut-il rencontrer les parents pour avoir un but commun plutôt que de les voir uniquement lorsqu'il y a un problème avec leur enfant. Les enseignants sont souvent trop secs et renvoient facilement les parents dès qu'il s'agit des méthodes d'enseignement.

Question 15

Parents et enseignants doivent enseigner le respect des biens et des personnes aux enfants. Si ceci n'a pas été appris à la maison, il paraît difficile de le faire à l'école. Tout ceci sera de même au niveau professionnel.,

Les parents transmettent des valeurs qu'ils ont reçues. Donc tout le monde n'a pas la même façon de voir les choses : il peut exister des décalages et pourtant tout le monde pense bien faire.

Le problème des incivilités envers les enseignants existe pour tout le monde même pour les enseignants à l'aise face à une classe. Les enseignants doivent également veiller à respecter leurs élèves.

Les adultes doivent montrer l'exemple.

Peut-être faudrait-il définir les valeurs et les règles importantes.

Apprendre les notions de base de l'éducation à la maison et continuer celles-ci à l'école.

Le rôle de l'école serait de donner des règles communes, des valeurs communes car chacun a les siennes chez soi. Les enseignants n'ont rien à dire sur les valeurs privées.

Existe-t-il des valeurs communes dans un pays ? En France : laïcité, démocratie et république.

L'éducation à la citoyenneté n'est pas un ensemble de conseil (façon de voir, vouvoiement, dire bonjour ...). Il faut comprendre pourquoi on fait telle ou telle chose, appréhender la relation par rapport au règlement pour les valeurs communes.

Avant, la sanction était positive alors que maintenant elle est négative.

Qui peut décider les lois, les faire appliquer, juger et sanctionner à la fois en étant objectif ? Il faut se méfier du maître tout puissant.

Comment renforcer l'autorité des enseignants : qu'est-ce que cela veut dire ? Il faut trouver un mode d'organisation qui fasse que l'autorité soit rétablie.

Ici autorité signifie possibilité d'enseigner dans des conditions suffisantes.

Réduire les effectifs par classe : ce n'est pas LA solution, mais certainement un moyen pour y arriver.

Les enseignants doivent redonner envie aux enfants de travailler, redonner du sens au travail.

Ne faut-il pas revoir les méthodes d'enseignement ? Les méthodes sont trop figées, il est difficile de faire bouger les enseignants : est-ce aux enfants de s'adapter à l'enseignement ou l'inverse ?

Comment faire comprendre aux enfants que travailler est important lorsque ses parents ne travaillent pas ou que ses aînés gagnent plus d'argent en faisant des activités hors la loi.

Il faut réduire le chômage pour redonner du sens à l'école, il faut plus de formation par alternance, il faut revaloriser la totalité des métiers, ne pas hiérarchiser les métiers. Les enfants doivent connaître le monde du travail, connaître les véritables conditions de travail. Il faut plus de sensibilisation aux métiers. Certains métiers sont désertifiés par les jeunes parce qu'ils ne sont mis en valeur : ils ne veulent plus faire ces métiers. Il faut favoriser davantage l'intelligence pratique.

Donner les moyens à l'équipe éducative de fonctionner. Éviter la solitude des enseignants : le travail d'équipe paraît vraiment important.

Souvent les rendez-vous entre parents et enseignants sont trop courts souvent au collège.

La formation des enseignants est à revoir : les contenus sont très importants mais le reste est laissé de côté. Le recrutement des enseignants se fait après une licence spécifique dans une matière et non sur leurs compétences avec les enfants.

Les changements futurs pour le concours de recrutement (spécialisation encore plus importante) seront très négatifs.

Se pose également le recrutement des personnes sur liste complémentaire qui sont envoyées directement sur le terrain sans expérience et sans aide véritable. De plus, les postes sur lesquels elles sont envoyées sont souvent ceux dont personne ne veut (les postes " pourris "). Les formateurs IUFM ne préparent pas à ce cas de figure car il ne correspond pas au cursus normal que " doivent " suivre les personnes se présentant au concours.

Une proposition est faite pour une formation de 5 ans à l'IUFM et non 3 ans de licence puis deux ans de formation dont un consacré à la préparation au concours.

Une question est alors posée : pourquoi envoyer des jeunes sur des postes difficiles ? Pourquoi ne pas mettre " une carotte " pour ces postes afin que les plus chevronnés aient envie de les occuper ?

Une remarque est faite : une fois que quelqu'un est entré dans le circuit de l'Éducation Nationale, il n'y a pas de moyen de sortie. En général, les enseignants changent de classe lorsqu'il y a des problèmes, mais est-ce vraiment une solution ?

Ne faut-il pas menacer de sanction ? Comment mieux évaluer les enseignants ? Quels moyens existent-ils pour les enseignants les " moins " efficaces ?

Une des réponses : les syndicats lèveraient les bras au ciel.

Les métiers de l'enseignement sont de plus en plus coûteux aux niveaux relationnel et psychologique.

Comment permettre à des enseignants d'avoir un métier différent (où il y aurait moins de relationnel par exemple) ou d'évoluer lorsque la situation est difficile ?

PRIORITES RETENUES

Formation des enseignants plus longue et plus complète, didactique mais aussi sur les aspects relationnels du métier.

Mieux articuler les fonctions d'instruction et d'éducation et préciser la répartition des tâches entre les acteurs dont le travail doit être complémentaire. (Associations/parents/enseignants)

Donner de la valeur au travail : une culture du travail pour l'élève ; respect du travail de l'enseignant.

Remarque

La réunion a commencé par la lecture de cette lettre :

" Nous, enseignants de l'école élémentaire , nous nous sentons partie prenante de la qualité de l'École, mais nous ne souhaitons pas participer au débat national.

Nous avons à maintes occasions demandé à être entendus sur des thèmes qui nous semblent essentiels, mais jamais nos demandes n'ont été prises en compte. Aujourd'hui on voudrait nous faire débattre sur des thèmes et des questions imposés, qui nous semblent d'ailleurs très orientés et qui nous laissent penser que des réponses sont déjà prêtes dans les cartons du ministère.

Par exemple, la question 18 " L'efficacité de l'École exige-t-elle plus de décentralisation ? ", directement suivie de " Quelles compétences l'État doit-il absolument conserver ? " nous amène à penser que l'idée de décentraliser est déjà bien avancée, pour ne pas dire aboutie. On nous demande aujourd'hui d'émettre des souhaits pour l'avenir de l'École ; nous rappelons que depuis des mois nous en avons émis un nombre certain, sans jamais qu'aucun d'eux n'ait été pris en compte.

Aussi, nous doutons de la réalité d'une soi-disant prise en compte des différents avis émis lors des débats, sachant que 15000 réunions publiques sont organisées jusqu'en février 2004, que l'on peut apporter des contributions et participer à des discussions sur le site Internet jusqu'en septembre 2004 mais que la synthèse de toutes les discussions se fera dès le mois de mars 2004. Cherchez l'erreur !

Pour toutes ces raisons, nous ne voulons pas cautionner ce simulacre de débat, encore moins légitimer des décisions qui seront ou sont déjà prises !

Nous espérons, bien entendu, voir apparaître notre prise de parole dans la synthèse de cette réunion. "

